



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.4 **Entretien**
Nouveaux Regards
Benoît Guidée,
directeur d'Asie et d'Océanie au
Ministère de l'Europe et des Affaires
étrangères

p.14 **Entretien**
Nouveaux Regards
Paul Frèches,
commissaire de l'exposition
« Chine, une nouvelle génération
d'artistes »

p.21 **À la une**

POUR S'ABONNER

Écrire à

contact@fondationfranceasie.org



FONDATION FRANCE-ASIE Fonds de préfiguration

ÉDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, diplomate français

Dans le dernier classement de la diplomatie mondiale publié en 2024 par le Lowy Institute, centre de réflexion (think tank) australien, un premier constat apparaît : la Chine et les États-Unis occupent la tête du peloton en termes de taille de leurs réseaux diplomatiques dans le monde. La capitale chinoise arrive première avec 274 postes (ambassades et consulats) dans son réseau mondial, suivie de près par Washington (271). Il fut un temps où la France possédait le deuxième plus grand réseau diplomatique au monde, derrière celui des États-Unis. Tel n'est plus désormais le cas, encore troisième au classement mondial en 2019, Paris a rétrogradé quatre années plus tard en cinquième position avec un total de 249 postes diplomatiques et consulaires en raison de la fermeture de certains d'entre eux (18) pour des raisons budgétaires et de redéploiement.

Deuxième constat observé au niveau régional : la Chine a une empreinte diplomatique plus importante que les États-Unis en Afrique (60 vs 56), en Asie de l'Est (44 vs 27), dans les pays insulaires du Pacifique (9 vs 8) et en Asie centrale (7 vs 6), après le départ précipité en août 2021 des États-Unis d'Afghanistan.

En revanche, les États-Unis demeurent toujours en tête par rapport à la Chine en Europe (78 vs 73), en Amérique du Nord et Centrale (40 vs 24) et en Asie du Sud (12 vs 10). Quant au Moyen-Orient (17) et à l'Amérique Latine (15), les deux pays



disposent d'un nombre égal de postes.

Troisième constat : depuis 2017, le Pacifique Sud, y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande, a enregistré le taux de croissance le plus rapide de toutes les régions du monde en matière de nouveaux postes diplomatiques étrangers, avec une augmentation de près de dix pour cent (29 nouveaux postes). Environ la moitié de ces postes (14) se trouvent en Australie et en Nouvelle-Zélande. Toutefois, ce regain d'attention diplomatique témoigne également de la concurrence croissante des pays mentionnés plus tôt, qui cherchent à exercer une influence accrue dans les petits États insulaires du Pacifique, stratégiquement positionnés, et qui ont vu l'ouverture de 15 nouveaux postes, en provenance notamment d'Australie, de Chine, d'Europe et des États-Unis.

Dans le cadre de leur réengagement stratégique dans le Pacifique, les États-Unis ont accru leur empreinte diplomatique dans la région. Washington a rouvert une ambassade aux Îles Salomon et une nouvelle aux Tonga. La capitale des États-Unis a annoncé son intention d'ouvrir au moins deux missions supplémentaires au Vanuatu et à Kiribati. Si cela se réalise, cela porterait le réseau diplomatique des États-Unis dans les îles du Pacifique (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) de huit postes actuellement à dix.

Même après avoir perdu Nauru en janvier 2024, Taïwan gère actuellement pas moins de 110 représentations, sortes de quasi « ambassades » non accréditées comme telles par les pays d'accueil. Seuls 12 pays dans le monde (dont l'État du Vatican) entretiennent toujours des relations diplomatiques officielles avec Taïpei sous sa dénomination officielle de République de Chine (Taïwan).

Quatrième constat : Avec un budget militaire en forte augmentation (3ème rang mondial), le Japon exploite l'un des plus grands réseaux diplomatiques au monde (au quatrième rang avec un total de 251 postes). Autre fait notable, Tokyo dispose, après Pékin, du plus grand réseau diplomatique mondial de tous les pays asiatiques.

Cinquième et dernier constat : l'Indonésie, troisième plus grande démocratie et pays comptant la plus grande population musulmane au monde, possède le réseau diplomatique mondial le plus étendu de

tous les pays d'Asie du Sud-Est, avec 130 missions à l'étranger. Le réseau indonésien est concentré en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Jakarta est suivie dans la région par Kuala Lumpur, Manille et Hanoï en termes de taille globale des réseaux.

Mais au-delà de ces constats, un fait important vaut d'être relevé et souligné : l'Europe domine avec quatre des cinq capitales diplomatiques les plus populaires au monde. La présence de grandes institutions multilatérales exerce, en effet, une forte attraction sur les cinq principales villes hôtes : Bruxelles (qui accueille 124 missions étrangères) étant la base à la fois de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; Paris (118 postes) accueillant l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) ; New York (116) abritant le siège des Nations Unies et Genève (99) l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ainsi qu'un certain nombre d'agences spécialisées des Nations Unies, comme c'est aussi le cas de Vienne (98), qui accueille par ailleurs l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

À la suite de la publication de ce rapport (NDR : mais sans aucun lien avec notre visite à), M. Benoît Guidée, responsable de la Direction d'Asie et d'Océanie, nous a fait l'honneur de nous recevoir au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, situé comme le sont les Directions dites aussi « politiques », au Quai d'Orsay où se trouve l'Hôtel du Ministre.

Sa Direction dite « géographique » gère pas moins de 40 pays (au troisième rang derrière celles d'Europe (55 pays), d'Afrique (49), devant celles des Amériques (35) et d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (18)) répartis à l'intérieur de quatre sous-Directions où celle d'Océanie, en nombre d'États, est la plus importante (16) avec l'Australie, les États Fédérés de Micronésie, les îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Marshall, Salomon, Niue, la Nouvelle-Zélande, la République des Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et les Vanuatu ; suivie de l'Asie du Sud-Est (11) dont la Birmanie, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor Oriental et le Vietnam ; puis ensuite d'Asie méridionale (8) comprenant l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka ;

et pour finir d'Extrême-Orient (5) incluant la Chine (y compris Taïwan, Hong Kong et Macao), les deux Corées, le Japon et la Mongolie.

La Direction d'Asie et d'Océanie, dont il a la charge avec ses collègues, couvre donc un immense territoire de presque 30 millions de km² abritant quelque 4,8 milliards d'habitants de différentes ethnies, cultures, religions, sans parler de la diversité des régimes politiques épousés par ces pays mêlant toutes sortes de régimes communistes, démocratiques, monarchiques, présidentiels, républicains, voire militaires ou dictatoriaux (Birmanie et Corée du Nord).

Effectuant de plus en plus un rôle de pilotage des relations avec ces deux continents, la Direction d'Asie et d'Océanie se trouve aujourd'hui au centre des enjeux principaux pour la diplomatie française. Pour cela, celle-ci dispose d'effectifs allant en augmentant (autour de 50 agents actuellement) mais encore très inférieurs comparés à ceux d'autres pays occidentaux, comme par exemple le Canada. Ce qui pourrait apparaître comme une faiblesse est néanmoins compensée par le travail en réseau effectué par la Direction avec l'ensemble des ambassades, lui permettant ainsi de faire en sorte qu'une cohérence et une vision d'ensemble de la politique de la France vis-à-vis de cette vaste zone géographique et de chacun de ses pays membres.

Comme le dit très bien dans cette interview Benoît Guidée, l'Asie n'est plus un sujet lointain mais touche nos intérêts vitaux, en particulier dans la région de l'Indopacifique au sujet de laquelle la France a été au sein de l'Union européenne le premier pays à porter une stratégie : « si l'on veut peser dans le monde aujourd'hui, on ne peut faire abstraction de cette zone ».

Ce point n'avait pas échappé à l'ex-président Obama qui déclarait en 2016 que l'Asie-Pacifique allait devenir pour les États-Unis et pour le reste du monde la région la plus importante le conduisant à définir une nouvelle stratégie dite du « pivot » ou du « rééquilibrage » vers l'Asie, encore plus justifiée aux yeux de Washington par la montée en puissance de la Chine dans la région et dans le monde. Et cela d'autant que selon les estimations de la Banque Mondiale, la Chine et le reste de l'Asie représentaient respectivement 18 et 17 %, soit 35 % à eux deux, du PIB mondial à prix

courants en 2023 équivalant à 105 540 milliards de dollars US.

Comme ailleurs dans le monde (Ukraine, Moyen-Orient), l'Asie n'est pas non plus exempte de crises et comme le souligne aussi Benoît Guidée, le travail de sa Direction n'est plus seulement de se pencher sur celles-ci mais de plus en plus sur l'impact de l'Asie sur notre sécurité, notre prospérité et notre réindustrialisation. Pour ce faire, on ne peut ignorer le fait que les partenaires industriels sont peu nombreux et concentrés dans cette région. « De nombreux éléments de notre avenir s'y jouent », conclut-il.

Sur une note plus sereine, nous concluons ce numéro de novembre, riche par sa substance, sur une deuxième interview, celle de Paul Frèches, commissaire de l'exposition qui se tient actuellement au Centre Pompidou jusqu'au 3 février 2025 : « Chine, une nouvelle génération d'artistes ».

Cette exposition faisant suite à celle, « Alors, la Chine ? », qui s'était tenue dans le même musée en 2003, présente 21 jeunes artistes qui ont grandi dans un contexte de basculement vers une société de consommation urbanisée et d'ouverture internationale. A travers leurs œuvres, ils expriment les liens qui les unissent à une histoire riche et complexe, ainsi que leur place dans un monde en perpétuelle évolution. La régulation des flux humains et d'information, à l'heure de l'emprise croissante des technologies numériques, est l'un des thèmes récurrents de leur travail, en continuité avec celui de leurs aînés (voir le film documentaire de Jean-Michel Carré : « China : un million d'artistes », [lien Youtube](#)).



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France, Jean-Raphaël Peytregnet a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021).



Entretien Nouveau Regard

Benoît Guidée, directeur d'Asie et d'Océanie au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Comment fonctionne la Direction d'Asie et d'Océanie au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, quel est son rôle, quel espace géographique couvre-t-elle, comment s'articule-t-elle par rapport aux autres Directions ?

Benoît Guidée : La Direction d'Asie et d'Océanie est une direction géographique du ministère. Elle couvre quatre sous-régions : l'Asie du Nord-Est, du Sud-Est, méridionale et le Pacifique. Concrètement cela veut dire qu'elle couvre un espace qui s'étend de l'Afghanistan jusqu'à la Polynésie, de la Corée du Nord jusqu'à l'Australie. Il s'agit donc d'une zone très variée, différente de celles des autres Directions du ministère. Par exemple celles d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ou d'Europe continentale qui ont une homogénéité beaucoup plus évidente.

La deuxième spécificité de la Direction d'Asie et d'Océanie est qu'elle englobe une zone assez éloignée de la métropole mais qui prend une importance croissante dans les relations internationales. La région d'Asie et d'Océanie couvre une zone qui représente environ 35 % du PIB mondial. Elle joue un rôle déterminant sur à peu près tous les sujets aujourd'hui. De ce fait la Direction d'Asie et d'Océanie a connu au cours des dernières années une évolution importante. C'était auparavant plutôt une direction de spécialistes, qui au quotidien, n'était pas toujours au cœur des préoccupations de nos autorités.

Aujourd'hui, avec l'importance croissante de la Chine sur l'échiquier mondial, ainsi que celle de toute la région, cette dernière est placée au centre des enjeux principaux pour la diplomatie française. Cela a fait évoluer notre fonctionnement.

Nous sommes une Direction qui en train de

monter en puissance, avec des effectifs qui s'élèvent aujourd'hui à 50 agents. Ses effectifs ont beaucoup augmenté, notamment ceux en charge de la Chine, même si ce nombre pour s'occuper de l'ensemble de l'Asie, c'est à peu près ce que le Canada, pour ne prendre que cet exemple, emploie pour la Chine seule. C'est une Direction qui est un peu une direction d'état-major, qui n'est pas pléthorique. Ce qui veut dire qu'elle s'appuie pour travailler tout d'abord sur notre réseau d'ambassades.

Une des premières missions de la Direction, c'est en effet d'animer le réseau d'ambassades qui constituent notre force de frappe. C'est par ce moyen que nous pouvons avoir une meilleure connaissance de la région et une capacité à apporter des propositions. Deuxième spécificité, les enjeux de l'Asie ne concernent pas exclusivement notre Direction, ils s'étendent à d'autres y compris hors du ministère. Nous travaillons en permanence avec la Direction des affaires stratégiques, de l'Union européenne et de la mondialisation sur les sujets globaux, ainsi qu'avec la Direction des affaires culturelles et la plupart des autres ministères.

Nous jouons donc un rôle de plus en plus de pilotage des relations avec l'Asie. Cela ne veut pas dire que nous faisons tout, mais nous sommes les seuls à avoir cette vision d'ensemble et à pouvoir s'assurer qu'il y a une cohérence d'ensemble de la politique de la France vis-à-vis de cette zone, et de chacun de ses pays.

C'est particulièrement important, dans le cas d'un pays comme la Chine ou d'un partenaire de plus en plus important comme l'Inde, de s'assurer que nous sommes cohérents sur l'ensemble du spectre de l'action. Il y a aussi quelque chose que nous devons développer de plus en plus : la capacité à prévoir et à



anticiper qui devient essentielle : être capable de faire remonter à nos autorités des analyses sur les évolutions de court et de moyen terme dans la zone.

Sur ce dernier point, est-ce qu'il n'y a pas une redondance par rapport à ce que fait déjà le Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) qui est directement rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ?

Le travail se fait en harmonie avec le CAPS qui a des ressources en personnel limitées qui font qu'il ne peut pas être sur tous les sujets. Dans les faits, nous travaillons ensemble. Les notes du CAPS ont l'avantage d'avoir une certaine liberté, de pouvoir sortir du cadre. Le travail de notre Direction est davantage de rester dans le cadre de la politique fixée par nos autorités et d'essayer dans celui-ci d'anticiper des évolutions. Chacun joue sa partition et en même temps, il est clair que nous travaillons dans le même sens.

Avec le cabinet du ministre, vous avez une relation directe ?

Oui, celui-ci a une conseillère pour l'Asie. Nous travaillons en étroite concertation avec le Cabinet. Il va de soi que la politique asiatique, comme il en est de l'ensemble de notre diplomatie, est décidée au niveau politique, allant de la Présidence au cabinet du ministre. Et donc, notre travail consiste à informer nos autorités, à proposer un certain nombre d'options, à faire des propositions, à donner forme à un certain nombre de grandes orientations sur la base de celles qui sont données au niveau politique.

Notre tâche principale, comme pour les autres Directions, consiste à préparer les visites et les entretiens officiels de nos autorités avec les partenaires étrangers. C'est un travail quotidien. Mais si nous nous contentons de cela, nous n'avons pas fait grand-chose d'utile ; cela ne constitue qu'une partie de notre mission. C'est pourquoi il existe toute une autre dimension de notre travail sur laquelle nous nous concentrons : l'animation du réseau diplomatique, l'anticipation, la réflexion, et, pour éviter de rester isolés, l'entretien d'un dialogue avec d'autres fonctionnaires, diplomates étrangers, et membres de la société civile.

Ces dialogues sont conduits de manière de plus en plus régulière, avec de plus en plus

de pays, qu'ils soient asiatiques, européens ou autres, avec lesquels nous échangeons sur nos approches respectives. Une de nos tâches importantes, c'est de proposer à nos autorités un certain nombre d'orientations et d'alerter sur d'éventuels risques, sur les foyers de crise, sur les risques qui pèsent sur nos relations bilatérales avec les pays de la région. Et à ce sujet, il y a la Chine et le reste. L'Asie, c'est 35 % du PIB mondial, la Chine, c'est 18 % et le reste 17 %. On voit bien que la Chine continue de peser de tout son poids et elle est aujourd'hui un des grands défis de notre politique étrangère. Ce pays appelle donc de notre part un suivi très fin, d'autant plus que notre politique vis-à-vis de la Chine est une politique d'équilibre et requiert une cohérence dans la durée. Par ailleurs, il y a d'autres sujets, comme notamment celui de l'Inde, qui est pour nous un partenaire de référence dans la zone et parmi les grands émergents et qui nécessite un suivi particulier.

Dans vos fonctions, vous êtes souvent amenés à accompagner le ou la ministre selon les cas, ou à effectuer indépendamment des missions.

Oui, dans les visites du niveau président de la République, Premier ministre ou ministres. Indépendamment de celles-ci, j'effectue aussi dans mes fonctions des missions à mon niveau, puisque nous avons mis en place au fil des années tout un ensemble de dialogues avec des partenaires de la région ou extérieurs à celle-ci qui constituent la base de nos relations, et qui nous permettent justement d'avoir ce rôle de tour de contrôle, de s'assurer que les choses avancent sur les projets, que les possibles difficultés sont déminées en amont, etc.

Vous mentionnez le cas du Canada, l'importance des effectifs que son ministère des Affaires étrangères met en place pour couvrir cette vaste région que vous nous avez décrite. J'imagine que c'est aussi le cas pour le Royaume-Uni, les États-Unis, et le Japon sans doute également.

D'une manière générale, la taille des effectifs consacrée à l'Asie est liée à la façon dont on s'organise, au fait qu'un certain nombre de sujets peuvent être suivis soit par la Direction d'Asie et d'Océanie, Japon, soit par d'autres Directions ou administrations sous un angle thématique. Nous formons une équipe qui est plus resserrée que dans beaucoup d'autres grandes diplomaties. Ce qui veut dire qu'effectivement nos équipes



qui travaillent par exemple sur la Chine sont constamment sur le pont. Les effectifs de nos équipes vont toutefois en augmentant. La réalité est que si on prend par exemple le sujet chinois, vu le caractère systémique des enjeux, nous pourrions augmenter à l'infini ces effectifs mais le choix qui est fait est de travailler et de s'organiser plutôt en réseau et de mobiliser autant que nécessaire l'ensemble des ressources de l'État, et encore une fois de s'appuyer au maximum sur nos ambassades.

Nous assistons dans la région dont vous avez la charge à des changements assez impressionnants. On observe des reconfigurations, il y a ces tensions sino-américaines qui vont crescendo et qui ne sont toujours pas apaisées et qui ne sont peut-être pas prêtes de l'être avant longtemps étant donné qu'elles concernent deux concurrents dans cette région. L'un veut récupérer son hégémonie d'antan et l'autre conserver son hégémonie actuelle. On voit en même temps des pays comme l'Inde qui émergent, qui s'affirment. L'arrivée de crises telles que l'agression russe de l'Ukraine qui n'a probablement pas été sans conséquences sur votre région. Comment votre Direction s'est adaptée par rapport à toutes ces nouvelles données d'ordre géopolitiques et géostratégiques ?

Effectivement, nous sommes dans un agenda qui n'est pas spécifique à l'Asie mais où tous les sujets deviennent très politiques et pour la plupart d'entre eux dominés par la rivalité sino-américaine. Nous sommes aujourd'hui dans une période de relative stabilité depuis le sommet de l'APEC de San Francisco en 2023 (rencontre entre Joe Biden et Xi Jinping). Fondamentalement, la tendance à l'exacerbation de la rivalité est une tendance lourde.

Nous nous inscrivons dans une période d'assez long terme, ou en tout cas de moyen terme, de rivalités fortes et qui vont continuer à avoir un impact dans le monde entier et tout particulièrement dans la zone Asie évidemment, sur la structuration de la zone. On se rend compte aujourd'hui que l'Asie ce n'est plus un sujet lointain auquel nous pourrions nous intéresser à nos heures perdues. C'est en fait un sujet qui affecte très directement nos intérêts vitaux, de diverses manières. D'où l'effort porté par la France au sein de l'Union européenne sur la stratégie indopacifique.

Nous avons, en effet, été le premier pays

européen à porter une telle stratégie. De même que la France a largement œuvré pour l'adoption d'une stratégie européenne pour l'Indopacifique. Des doutes ont pu s'exprimer dans certains pays d'Asie au début de l'agression russe de l'Ukraine, nous avons très clairement dit qu'il n'était pas question pour nous de baisser les bras dans l'Indopacifique parce que les enjeux de sécurité de cette région nous affectaient directement.

Nous devons continuer cet effort et celui-ci s'est traduit par les nombreuses visites du président de la République dans la zone ces dernières années. Un effort particulier a été accordé au Pacifique insulaire où le président de la République s'est rendu en juillet 2023, réaffirmant avec force la volonté de la France de rester présente et active dans cette région, ainsi que le montre le triplement de notre aide au développement et l'ouverture d'ambassades (Samoa). Cela montre que nous sommes bien conscients que pour peser dans le monde d'aujourd'hui, il faut peser dans la zone.

D'autre part, il en va de la paix mondiale. Les foyers de crises qui pourraient déboucher éventuellement sur un conflit ouvert entre les deux grandes puissances mondiales sont clairement dans cette zone. Autour de la question de Taïwan évidemment, mais aussi de la mer de Chine méridionale et de la péninsule coréenne. Nous avons donc cette conflictualité possible qui pourrait nous concerner, parce que son impact serait extrêmement important pour l'ensemble du monde. Il y a par ailleurs cet élément nouveau qui est l'impact direct de l'action d'un certains pays de la zone sur notre sécurité européenne tel qu'il apparaît au travers du conflit ukrainien. L'exemple le plus évident est le soutien militaire ouvert de la Corée du Nord à la Russie. Il n'a pas été vraiment anticipé que la Corée du Nord pouvait jouer un rôle significatif dans le conflit.

D'un abord plus complexe, le rôle que joue la Chine vis-à-vis de la Russie est un sujet de préoccupation. Le sujet Russie-Ukraine est devenu un sujet au cœur du dialogue euro-chinois et franco-chinois. Nous observons par ailleurs avec intérêt le rôle d'un pays comme le Japon qui apporte de manière significative un soutien à l'Ukraine. Sur plusieurs aspects, le constat est qu'aujourd'hui en termes de sécurité, de paix internationale et de sécurité européenne, nous sommes obligés de nous



poser la question du facteur asiatique. C'est aussi le cas pour la question de la défense d'un ordre international fondé sur les règles du multilatéralisme, du non usage de la force, des droits de l'Homme et de la démocratie même si nous voulons éviter d'entrer dans une logique de blocs, c'est-à-dire de se retrouver avec d'un côté les démocraties et de l'autre les pays autoritaires, ce qui est une vision malsaine de l'ordre international que nous ne portons pas. Dans le même temps, nous voyons bien qu'il y a une remise en cause du système international fondé sur les règles auxquelles nous sommes attachés.

Cette remise en cause peut être ouverte et violente avec un pays comme la Russie mais elle peut aussi se faire de manière plus subtile par un pays comme la Chine qui a une vision du monde qu'elle porte et qui, sur un certain nombre de points, nous pose problème. Cela nous amène à avoir une stratégie vis-à-vis de la Chine qui consiste à redoubler d'efforts pour l'engager parce que nous avons besoin de travailler avec ce pays sachant trop bien que nous ne pourrions rien résoudre sans un minimum de coopération de Pékin.

Nous ne pouvons donc pas nous priver de ce contact. En même temps ce dialogue doit être extrêmement exigeant et ne doit pas avoir peur du rapport de force si nécessaire. Il faut rééquilibrer cette relation et ce rééquilibrage se fait au niveau de l'Union européenne, si l'on veut peser face à la Chine. C'est sur ce point que nous avons beaucoup avancé au cours de ces dernières années : relancer le dialogue et, de ce point de vue-là, la France est avec l'Allemagne sans doute un des rares grands pays occidentaux à être capable de parler au plus haut niveau à la Chine régulièrement. Pour nous c'est un atout extrêmement important.

Mais avec des approches qui ne sont pas forcément identiques ?

Tout à fait, comme c'est le cas pour les États-Unis. Mais nous avons tout de même cette capacité d'engager la Chine au plus haut niveau qui me paraît extrêmement importante dans le contexte actuel, avec un système chinois qui est de plus en plus centralisé. C'est un dialogue qui est très exigeant sur des questions au sujet desquelles nous avons de vraies préoccupations, comme celles concernant la remise en cause de nos intérêts de sécurité à travers le soutien qui est apporté

à la Russie sous diverses formes et à la remise en cause de nos intérêts économiques à travers la problématique des tensions commerciales et des surcapacités industrielles. Ce sont des sujets que nous abordons de manière ouverte tout en essayant de rechercher l'engagement et le dialogue. Cet engagement n'a de sens que si nous sommes capables de peser sur la Chine et pour cela il est nécessaire d'avoir une Union européenne forte et unie. Tout n'est pas parfait mais nous sommes parvenus à atteindre une certaine unité autour du triptyque partenaire, concurrent et rival systémique dans lequel la France se reconnaît sans difficulté. Nous ne voyons pas d'incohérence.

Un triptyque qui a été plus ou moins adopté par les États-Unis ?

Plus ou moins en effet. Sur l'aspect partenaire, nous pensons qu'il ne faut pas le limiter aux seuls enjeux globaux. C'est pour cela qu'au moment de la visite en France de Xi Jinping, nous avons eu une déclaration sur le Proche-Orient. Non pas parce que nous partageons nécessairement les mêmes analyses que la Chine sur ce dossier mais avec pour objectif celui d'essayer de continuer à mettre en avant l'idée qu'il faut essayer d'engager ce pays, de voir si nous pouvons trouver des convergences avec lui au-delà de nos conceptions du monde qui sont assez divergentes. Il y a aussi l'aspect coopération, nous continuons à travailler sur le bilatéral.

Quant à la compétition, c'est quelque chose qui est en soi naturel et normal. Il faut simplement que cela soit une compétition régulée et équitable. Notamment sur la question du commerce, où clairement le compte n'y est pas. Il y a enfin la partie rivalité systémique qui pose problème à la Chine mais qui nous paraît importante. Il y a une vision qui est portée par la Chine qui nous pose problème, celle du système international. On doit donc avoir cet échange avec la Chine sur la question des droits de l'Homme, sur son soutien à un certain nombre de régimes, d'États qui sont déstabilisateurs sur le plan international, sur son approche du multilatéralisme et de la paix et du maintien de la stabilité dans l'Indopacifique.

Notre stratégie de l'Indopacifique se veut non confrontationnelle, elle ne s'inscrit pas dans une logique de blocs. Cela nous amène à d'abord rechercher à travailler



avec les pays de la zone sur des partenariats de souveraineté, c'est-à-dire que nous ne nous partons pas des rivalités géopolitiques dans la zone, nous ne les méconnaissions pas évidemment, mais ce n'est pas notre point de départ. Il s'agit au contraire de travailler avec ces pays, de les aider à réduire les dépendances qu'ils peuvent avoir pour renforcer leur souveraineté, leurs capacités à faire des choix souverains. Nous ne leur disons pas qui ils doivent choisir, nous leur apportons des soutiens qui dans le même temps nous aident à renforcer notre autonomie stratégique. C'est le cœur de notre stratégie indopacifique et naturellement nous évitons de nous laisser définir par la rivalité sino-américaine, ce qui ne veut pas dire non plus que nous nous tenons à équidistance.

Sur la logique de blocs, au sujet de laquelle notre président s'est exprimé plusieurs fois, est-ce que nous n'assistons pas en particulier en Asie orientale justement à la constitution d'un bloc, étant donné que ces pays qui sont la Corée du Nord, la Chine, la Russie et même si on extrapole, avec le Moyen-Orient, l'Iran, nous voyons bien qu'il y a quelque chose qui est en train de se former contre une cible commune qui sont les États-Unis. L'ennemi pour ces pays, ce sont les États-Unis et pour pouvoir s'opposer à cette superpuissance, même si elle n'est plus aussi puissante qu'auparavant, celle-ci demeure malgré tout pour ces pays gênante dans leur volonté d'expansion.

D'abord la logique de blocs n'est pas synonyme d'équidistance, comme je l'ai souligné précédemment. Nous savons très clairement où nous sommes, quels sont nos alliés. Nous ne prétendons pas être au milieu entre la Chine et les États-Unis. Nous sommes membres de l'Union Européenne, le plus vieil allié des États-Unis, un partenaire du Japon, de l'Inde, etc. Nous sommes une démocratie.

Nous constatons en effet qu'une logique de blocs est en train de se constituer et c'est pour cela que nous essayons de nous y opposer. Est-ce qu'un bloc est déjà constitué ? Ce n'est pas évident, en tout cas nous n'avons pas intérêt à ce que cela se consolide. De même que certains parlent de la consolidation des BRICS, ce qui n'apparaît pas vraiment comme une réalité, mais il est vrai qu'il y a toujours ce risque d'alimenter des logiques.

De l'autre côté, il est aussi vrai que du point de vue de Pékin il peut aussi y avoir une

préoccupation de voir AUKUS continuer à se renforcer, le QUAD, les modèles trilatéraux États-Unis/Corée du Sud/Japon et États-Unis/Philippines/Japon, avec en plus des alliances plus technologiques du type « Chips 4 » sur les semi-conducteurs.

Il y a cette évolution qui s'autoalimente des deux côtés. Il est évident que la France ne va pas à elle seule modifier ces tendances lourdes mais il y a un certain nombre d'États qui s'interrogent sur les risques. Il y a tout d'abord tous les pays d'Asie du Sud-Est qui sont très mal à l'aise avec ces évolutions et même une nation comme l'Inde qui se positionne fortement face à la Chine mais sans pour autant souhaiter entrer dans une logique qui réduirait ses marges de manœuvre.

Cela vaut y compris pour des pays qui s'intègrent de plus en plus dans le périmètre de sécurité américain. Des pays comme le Japon et la Corée du Sud sont bien évidemment très attachés à leurs alliances de sécurité avec les États-Unis. Mais nous voyons aussi une volonté de leur part de diversification. Il y a aussi cette proximité géographique avec la Chine qui les oblige à se dire évitons de nous retrouver dans quelque chose de trop frontal.

Il y a effectivement des logiques qui sont assez préoccupantes d'un côté. Est-ce que nous sommes condamnés à voir des blocs se former ?

Ce n'est pas notre analyse. Il y a encore des marges de manœuvre. Avec la capacité que nous avons de travailler avec d'autres États, il reste encore possible de créer des espaces permettant de dépasser cette logique de blocs. Par ailleurs, c'est aussi le but du dialogue, celui d'être capable de parler, de ne pas laisser les Américains et les Chinois seuls en tête-à-tête. Notamment les Chinois, en faisant en sorte qu'ils entendent d'autres voix, qu'ils se rendent compte que des pays qui ne sont pas « inféodés » aux États-Unis comme ils pourraient le penser, ont aussi des préoccupations et leurs propres intérêts.

Nous ne sommes pas avec la Chine dans une compétition mondiale. Il est clair que notre intérêt est plutôt de trouver un modus vivendi avec la Chine.

Au sujet de cet engagement avec la Chine que l'on recherche, prenons par exemple la question du déficit commercial, cela fait des décennies qu'on en parle, que l'on essaie



d'avoir des échanges plus égaux, une réciprocité qui n'a pas lieu. Sur la question du partenariat russo-chinois, nous ne sommes toujours pas arrivés à amener la Chine à condamner l'agression russe. Il y a beaucoup de points sur lesquels nous dialoguons avec la Chine, avec la meilleure volonté du monde, mais est-ce que les résultats sont à la hauteur des espoirs que nous plaçons ?

Cela dépend des objectifs que l'on se donne, il faut être réaliste. Effectivement, nous n'allons pas pouvoir faire de la Chine un pays affinitaire. Cela dépend aussi des sujets.

Je crois que les niveaux de dialogue sont un peu différents. Si l'on prend les grands sujets du moment, il y en a plusieurs, mais si on commence par prendre les sujets qui ont dominé la visite de Xi Jinping en France, qui sont notamment l'Ukraine et les sujets commerciaux. Sur ces derniers, la discussion est vraiment difficile parce que finalement nous avons du mal à inventer un langage commun pour comprendre de quoi on parle. On sent que c'est difficile, nous sommes sur des systèmes économiques qui fonctionnent de manière extrêmement différente.

Quand on parle de subventions, on ne parle pas en fait tout à fait de la même chose. Par ailleurs, il est vrai que la Chine s'est sans doute faite à l'idée que les pays européens n'étaient certes pas très contents des déficits, que c'était un problème mais que les capitales européennes pouvaient s'en accommoder. Ce n'est devenu que récemment un sujet bloquant dans la relation.

Les autorités chinoises se doivent aujourd'hui de prendre la mesure de la détermination des Européens sur ce sujet. C'est important et c'est pour nous l'un des enjeux aujourd'hui de faire en sorte que nos interlocuteurs chinois comprennent que le sujet aujourd'hui, ce n'est pas la question de savoir si le déficit commercial se creuse un peu ou s'améliore un peu, c'est comment on trouve de nouvelles règles du jeu – comme le président de la République l'avait indiqué – qui assurent une concurrence soutenable et fassent que des pans entiers de l'industrie européenne ne soient pas menacés par des politiques industrielles chinoises à propos desquelles, par ailleurs, nous ne cherchons pas à nous positionner de manière idéologique en criant au scandale mais simplement en disant que cela nous pose un vrai problème

aujourd'hui.

Il faut que nous prouvions notre détermination, que cela ne peut plus durer et qu'ensuite nous trouvions aussi la voie d'un dialogue avec la Chine sur la façon de régler ce problème, le but n'étant pas une guerre commerciale qui serait destructrice pour les deux côtés. Ce qui a évolué quand même fortement par rapport à il y a quelques années, c'est qu'aujourd'hui sur ces sujets il y a un certain équilibre dans le rapport de force.

Il y a de cela quelques années on pouvait considérer que d'une certaine façon l'Europe était plus dépendante économiquement de la Chine que l'inverse. Aujourd'hui nous avons besoin de la Chine et la Chine à besoin de nous. Et il faut le démontrer.

Sur l'Ukraine, la Russie, c'est un dialogue qui n'est pas évident mais qui a évolué dans le sens où la Chine a maintenant bien conscience que c'est un sujet vital pour l'Europe, que les Européens sont déterminés, que ce sujet est tellement important pour l'Europe que naturellement le positionnement de la Chine aura un impact sur notre relation.

Maintenant, nous voyons bien l'importance de la relation sino-russe, qu'il y a des choix qui ont été faits par les Chinois et que nous ne nous attendons pas à ce que les choses évoluent d'un coup de baguette magique. Il s'agit donc davantage de faire évoluer les positions chinoises à la fois sur la question du soutien à la Russie qui nous pose problème et puis par ailleurs de voir comment la Chine peut aussi avoir un rôle pour, le moment venu, aider à ce que la Russie comprenne qu'il est temps de mettre un terme à son agression.

Sur les questions commerciales, est-ce qu'on peut dire qu'aujourd'hui : c'est moins la question des déficits que celle de la dépendance, du découplage qui n'a pas lieu mais en tout cas du « de-risking », de l'atténuation des risques, qui a été clairement posée et qui est aujourd'hui appliquée.

Je pense qu'il y a les deux. La question des déficits commerciaux est importante parce qu'elle touche à la préservation de nos industries européennes, c'est une question en soi de sécurité économique. A côté de cela, il y a en effet ce sujet complexe du « de-risking » où là aussi nous pouvons avoir des discussions assez serrées avec nos partenaires chinois.



Il nous semble qu'ils ont compris aujourd'hui que le « de-risking » ce n'est pas pour nous du découplage – il n'y a pas d'intérêt de découpler avec la Chine, mais qu'ils doivent s'attendre de notre part à des actions visant à atténuer les risques qu'ils font peser sur nos économies. Il y a donc ce double enjeu de crédibilité, et les Chinois doivent comprendre que nous sommes déterminés. C'est quelque chose qu'ils font d'ailleurs aussi.

Nous souhaitons avoir la maîtrise d'un certain nombre d'approvisionnements stratégiques, des « supply chains », des technologies critiques, de manière à réduire notre exposition.

C'est une stratégie qui ne vise pas spécifiquement la Chine mais qui néanmoins s'adresse aussi à elle compte tenu de nos trop grandes dépendances vis-à-vis de son marché. C'est une discussion un peu différente de celle que nous avons sur les échanges commerciaux mais qui avance.

Et à ce sujet, la France a joué un rôle extrêmement important pour promouvoir cette stratégie dans le cadre de l'Union européenne, de même que dans la mise en place de nos instruments de défense économique, l'instrument anti-coercition, dont les principes ont été adoptés sous la présidence française de l'Union européenne. Nous avons aussi poussé en faveur d'autres instruments qui commencent à être utilisés. Il nous semble important que nous démontrions notre détermination vis-à-vis de la Chine, y compris en ayant recours à ces instruments quand cela nous semble justifié.

La France est une puissance de l'Indopacifique par définition à cause de notre ZEE, du nombre de nos compatriotes qui résident dans cette région, des intérêts que nous pouvons y avoir. Même si d'autres pays européens ont mis au point leurs propres stratégies indopacifiques, la France y a quand même un rôle que l'on pourrait qualifier de moteur. De même par rapport à l'Union européenne en tant qu'institution, le fait que notre pays soit quand même doté, membre permanent du Conseil de sécurité, est-ce que cela ne crée pas des tensions ou en tout cas des difficultés pour aligner un langage commun quand on a affaire à des pays asiatiques comme la Chine par exemple ?

Concernant la stratégie indopacifique, je pense que notre spécificité réside en effet

sur le fait que nous avons des territoires dans le Pacifique et dans l'océan Indien, que nous y avons une présence militaire, mais elle repose aussi sur des partenariats que nous avons mis en place et qui pour certains peuvent être d'ordre stratégique. Je pense en particulier à notre partenariat stratégique avec l'Inde.

Il n'y a pas vraiment d'équivalent parmi les autres pays européens de ce type d'accord sur des sujets fondamentaux concernant un partenaire de premier niveau. Cela nous donne une vraie capacité à peser parce que nous devenons un partenaire qui compte de ce fait. C'est aussi ce qui est en train d'émerger avec l'Indonésie aujourd'hui autour des coopérations de défense mais qui a vocation à s'élargir à des dialogues plus politiques, stratégiques et aussi à d'autres sujets.

C'est aussi le cas avec d'autres pays de la zone. Et cela c'est l'un des éléments qui fait la spécificité de la présence française dans l'Indopacifique. Ensuite, effectivement, il y a également cette spécificité que nous pouvons avoir notamment dans notre relation avec la Chine.

C'est une dynamique que nous essayons de préserver et qui est de jouer, et c'est vraiment très clair depuis 2017, le jeu européen avec la Chine parce que c'est le bon niveau pour travailler avec ce pays. C'est là que nous avons les leviers, un rapport de force assez équilibré et finalement les Chinois eux-mêmes se rendent compte que c'est ce qui leur permet d'avoir un vrai dialogue. Et nous avons vraiment joué le jeu européen quand le président Xi Jinping est venu en France en mai. A cette occasion, le président de la République a de nouveau invité Ursula Von der Leyen pour que cela ne soit pas juste un dialogue entre la France et la Chine mais qu'à chaque fois nous rappelions que cette politique française de la Chine est inséparable du cadre fixé au niveau européen.

C'est essentiel et nous n'avons pas dévié de cette stratégie qui nous a permis de faire bouger les lignes dans notre relation avec la Chine. Dans le même temps, la France a un positionnement un peu particulier vis-à-vis de la Chine, il y a cet héritage de l'histoire.

Dont les Chinois savent jouer !

En effet, mais cela permet d'avoir un dialogue. L'Allemagne l'a aussi pour des



raisons un peu différentes, elle est évidemment beaucoup plus présente économiquement que nous, elle a un poids autre que le nôtre dans les chaînes d'approvisionnement en Chine. Mais voilà, ce sont quand même les deux pays européens qui sont capables d'avoir ce dialogue au plus haut niveau avec le partenaire chinois.

Il est aussi vrai que nous utilisons cette spécificité qui nous est propre, cet héritage de l'histoire, ce positionnement sur l'autonomie stratégique. Il ne s'agit pas d'être naïfs, nous voyons bien pourquoi cette spécificité intéresse les Chinois. C'est pour cela aussi que nous nous montrons très clairs sur nos alliances. Dans le même temps, nous renforçons notre dialogue avec les États-Unis sur l'Indopacifique.

Il ne s'agit pas de se faire manipuler, mais d'utiliser un certain nombre d'atouts spécifiques à la France. Donc une politique profondément intégrée dans la stratégie européenne mais qui sait aussi utiliser les avantages propres, les atouts dont nous disposons à titre national pour maintenir le dialogue avec la Chine. Et c'est finalement quelque chose qui se révèle plutôt payant.

Je sais qu'il y a une volonté très forte de la part de notre président et de la France qu'il représente d'associer le plus possible nos amis allemands à notre action aussi bien vis-à-vis de la Chine qu'avec l'Asie en général. Mais nous sentons quand même une certaine réticence de notre partenaire allemand, en tout cas du chancelier actuel qui ne se montre pas toujours très allant à ce sujet.

Il y a certainement un certain nombre de débats un peu partout en Europe sur la façon d'approcher la Chine aujourd'hui. Si nous prenons par exemple les stratégies de chaque pays vis-à-vis de la Chine, dans le dialogue que nous avons avec nos amis allemands, dans l'ensemble nous avons les mêmes analyses et les mêmes approches. Ensuite il y a un calibrage à trouver parce qu'il est vrai que l'Allemagne a une présence économique en Chine qui est extrêmement importante et qui peut l'amener à une certaine prudence sur certains sujets. Il faut donc trouver le bon calibrage.

Après, si l'on prend un sujet comme l'Ukraine, ce que le chancelier Scholz a dit quand il est allé en Chine et ce que le président de la République a dit quand Xi Jinping est venu en France, je crois que c'est

vraiment la même ligne.

Sur la plupart des sujets nous travaillons de manière très étroite avec nos partenaires allemands. En effet, il peut y avoir des positionnements qui peuvent être un peu différents mais il n'y a rien d'insurmontable. Si nous regardons dans la durée, l'Europe est face à la Chine beaucoup plus forte qu'il y a quelques années. On était alors en ordre assez dispersé.

Avec quand même des tentatives chinoises de nous diviser ! Je pense par exemple au format 14+1.

Oui, mais justement, ce format a beaucoup perdu de sa vitalité. Il est quasiment à l'arrêt. Nous avons toujours pensé que ce format n'était pas adéquat et que la Chine petit à petit finirait par le comprendre. Il y a peut-être des avantages à tirer sur le court terme de travailler avec chaque État séparément mais si on regarde de manière un peu plus stratégique, la Chine peut trouver son intérêt à avoir en face d'elle une Europe forte.

Nous n'avons pas abordé le sujet de l'ASEAN. On parle beaucoup de sa centralité mais en même temps on voit mal comment celle-ci s'exprime, au sens où cette organisation qui doit son existence à des raisons qui n'ont plus lieu d'être aujourd'hui a quand même pas mal de difficultés à résoudre les conflits, les tensions que l'on observe dans sa zone d'influence.

La centralité de l'ASEAN, il y a deux façons d'en parler. La France continue de parler de la centralité de l'ASEAN et à y croire. Non pas parce que l'ASEAN est aujourd'hui centrale dans la zone indopacifique. S'il y avait une centralité elle serait plutôt autour de la Chine.

On voit bien les évolutions tectoniques dans la zone, elles se font par rapport à la Chine en symbiose ou en opposition. En revanche, du point de vue de notre stratégie nous voyons un intérêt à ce qu'il y ait cette ambition de centralité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous avons un intérêt à aider l'ASEAN à se renforcer et à nous appuyer sur elle au maximum tout en étant réalistes sur ses capacités. Notre stratégie indopacifique se doit d'être inclusive, et l'ASEAN c'est en quelque sorte le seul acteur qui a cette capacité à asseoir tout le monde à la même table, le « convening power », et cela aucun des autres pays de la zone ne le peut.



D'une certaine façon, la relative faiblesse de l'ASEAN en termes de « hard power » lui permet en tout cas d'être ce lieu où se réunissent tous les acteurs et ce simple fait nous intéresse quand on pense au Forum indopacifique par exemple, travailler avec l'ASEAN c'est quelque chose d'important. Ensuite, il s'agit d'une région dominée par des grandes puissances qui ont des réflexes assez unilatéraux.

L'ASEAN c'est une institution qui partage un ADN assez similaire à celui de l'Union européenne, donc une vision d'un monde où la coopération multilatérale domine, qui reste attachée à la résolution pacifique des conflits.

C'est donc une organisation avec laquelle nous trouvons des convergences, avec pas nécessairement les mêmes valeurs, mais avec quand même une vision du monde qui peut nous rapprocher et qui fait que cela nous intéresse de travailler avec ses pays membres. Par ailleurs, l'Asie du Sud-est est aujourd'hui la zone la plus dynamique de la région alors que la Chine économiquement n'est plus la locomotive qu'elle était auparavant.

Il y a aussi l'Inde qui joue un rôle important mais qui n'a pas encore cette capacité de prendre le relais. L'ASEAN joue aujourd'hui d'une certaine manière le rôle de catalyseur de la croissance mondiale et est en même temps un lieu d'opportunités. On voit donc un intérêt à travailler avec l'ASEAN. Ensuite se pose la question du niveau auquel on travaille.

Faut-il privilégier de travailler avec les États membres ou bien avec l'organisation dans son ensemble ? Avec l'organisation nous le faisons parce que nous ne le faisons pas assez auparavant, nous renforçons cet aspect, mais il est vrai que la réalité de l'ASEAN reste aujourd'hui une association d'États membres. Donc l'effort principal reste porté sur les États membres.

Mais avec une Charte qui entrave quelque peu l'Association, à partir du moment où c'est la règle du consensus.

Oui, et c'est pour cela qu'il faut investir au niveau de l'Association elle-même mais que la dynamique reste tout de même au niveau de chaque État membre. C'est pour cela qu'aujourd'hui notre effort porte très fortement sur l'Indonésie, il porte aussi beaucoup sur le Vietnam et les Philippines notamment. Nous continuons à entretenir

des partenariats bien établis avec Singapour, la Malaisie, la Thaïlande. L'Association, nous nous appuyons dessus, nous travaillons avec, nous essayons d'être présents auprès des États membres qui y prédominent.

Je pensais à la Birmanie et aux Philippines. Un conflit majeur et un pays qui est soumis à des tensions extérieures de forte intensité.

Les deux situations sont assez différentes.

La Birmanie, c'est vraiment un sujet sur lequel l'ensemble de la communauté internationale est d'accord pour dire que c'est l'ASEAN qui doit jouer le rôle premier, ce qui paraît assez raisonnable. Mais il est vrai que l'ASEAN a du mal à trouver une solution même si les efforts se poursuivent. Pour ce qui nous concerne, nous nous plaçons en appui de ses efforts. La question de la mer de Chine méridionale est un peu différente parce que finalement l'ASEAN n'a jamais été en tant qu'organisation réellement impliquée.

Un certain nombre de pays de la zone ne se sentent pas du tout concernés par le sujet et c'est donc une crise qui n'est pas vraiment traitée dans le cadre de l'ASEAN.

Eh bien merci pour ce large tour d'horizon sur la région dont vous avez la responsabilité. Est-ce que vous souhaitez apporter un mot de conclusion ou tout au moins adresser un message aux lecteurs de « Nouveaux Regards sur l'Asie » ?

Les crises directes ne sont pas dans la zone Asie aujourd'hui et nous espérons que cela ne sera pas le cas même si des possibilités existent.

Aujourd'hui le travail de la Direction d'Asie et d'Océanie n'est pas seulement de se pencher sur les crises asiatiques mais de plus en plus de se pencher sur l'impact de l'Asie sur notre sécurité, notre prospérité, notre réindustrialisation.

Nous avons très peu parlé de la Corée et du Japon mais très clairement ce sont des partenaires clés pour notre réindustrialisation, si on veut parvenir à un leadership sur les sujets technologiques notamment. Nous avons besoin de trouver des partenaires industriels et finalement ceux-là sont en nombre limité, nous les trouvons plutôt dans cette région.

On aurait pu aussi traiter de toute une série

d'autres sujets, évidemment des sujets globaux, des priorités pour la diplomatie française que sont le climat et la biodiversité.

Ces sujets se jouent très largement en Asie. Si j'avais un mot à dire, il y a ce travail traditionnel que nous avons qui est de se pencher sur les risques, les foyers de crise en Asie mais finalement de plus en plus

aujourd'hui nous regardons l'impact en dehors de l'Asie, en France, dans l'espace européen, et on se rend compte que beaucoup d'éléments de notre avenir se jouent là-bas.



Benoît Guidée

Benoît Guidée est Directeur d'Asie et d'Océanie depuis le 5 avril 2023.

Titulaire d'un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris et d'une licence de langue et civilisation chinoises à l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales), Benoît Guidée débute sa carrière en 1995 en tant que coopérant du service national puis directeur adjoint de l'antenne ADETEF à Hanoï.

Il intègre le Ministère des Affaires Étrangères en 2000, et occupe les fonctions de rédacteur Japon, puis Vietnam, Laos et Cambodge au sein de la Direction d'Asie et d'Océanie, avant d'être deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Pékin en 2002. En 2005, il rejoint la Direction des Nations unies et des organisations internationales, puis, en 2007, la Représentation permanente de la France auprès des Nations unies, (New York) où il est en charge notamment du suivi des questions asiatiques au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations unies. Il devient ensuite en 2010 conseiller culturel à Tokyo, avant de revenir à la Direction d'Asie et d'Océanie en 2011 en tant que sous-directeur d'Extrême-Orient. Il rejoint en 2012 le cabinet du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, en tant que conseiller Asie-Amériques. De 2015 à 2019, Benoît Guidée dirige le Bureau français de Taipei. Il est ensuite nommé Consul général de France à Shanghai, poste qu'il occupe jusqu'en août 2022.

Avant de prendre ses fonctions de directeur d'Asie et d'Océanie, Benoît Guidée occupait les fonctions d'inspecteur des affaires étrangères, et a également participé en tant que rapporteur aux États généraux de la diplomatie.

Entretien Nouveaux Regards

Paul Frèches, commissaire de l'exposition « Chine, une nouvelle génération d'artistes »

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Vous êtes l'un des deux commissaires français de l'exposition « Chine, une nouvelle génération d'artistes » qui se tient actuellement au Centre Pompidou jusqu'au 3 février 2025. La dernière exposition, « Alors, la Chine ? » organisée par ce même musée, et elle aussi consacrée à l'art contemporain chinois, remonte à 2003. Pourriez-vous nous parler des spécificités de cette nouvelle exposition, notamment en comparaison avec celle d'il y a 20 ans ?

Paul Frèches : Pour moi ainsi que pour l'autre commissaire de l'exposition, Philippe Betinelli, Conservateur au Musée National d'Art Moderne (MNAM), cela a vraiment été l'un des éléments fondamentaux de notre réflexion initiale. Que pouvait-on apporter, 20 ans après cette exposition marquante, dans un monde tout à fait différent, où le Centre a depuis considérablement renforcé ses liens avec la Chine au travers de son partenariat avec le West Bund Museum Project à Shanghai ? Que pouvait-on raconter de nouveau ? Ce n'était pas une question simple. Lorsque nous nous la sommes posée, nous avons regardé ce qui s'était fait dans les différentes institutions muséales ayant eu une influence mondiale au cours de ces dernières années.

Tout particulièrement, nous avons examiné ce qu'avait fait la Fondation Vuitton en 2016 et le Guggenheim Museum à New York en 2017. Quelle avait été la participation des artistes chinois dans des manifestations aussi importantes que la Biennale de Venise ou les Documenta à Cassel ?

À la suite de ces interrogations, nous nous sommes rendu compte que les données avaient considérablement changé. L'objectif ne pouvait être simplement pédagogique et de montrer au public français et européen qu'il existe une création contemporaine en Chine, puisque maintenant, tout le monde le sait. Cela a été, je pense, une des vertus de

l'exposition « Alors, la Chine ? », d'éclaircir cette question, et de dire au public : regardez, la Chine est en train de se placer sur la carte internationale de l'art contemporain, de la création sous tous ses volets. « Alors, la Chine ? » était plus qu'une exposition d'arts plastiques, il y avait un volet important d'architecture, de design, de cinéma. Cette première exposition a eu le mérite de servir d'introduction très large, de bénéficier d'une très belle réception par le public car elle a été perçue comme quelque chose de nouveau, de surprenant.

Il faut savoir qu'avec « Alors la Chine », le Centre Pompidou n'a pas réellement été précurseur dans la diffusion de la création chinoise contemporaine. Il y avait déjà pas mal d'autres musées, notamment en Europe et aux États-Unis, qui s'étaient intéressés à ce sujet dès le milieu des années 90. Le Centre Pompidou est venu relativement tardivement dans cette histoire, mais de façon assez magistrale, et je pense que cela reste une exposition de référence.

Avec Philippe Betinelli, nous étions un peu dans l'ombre de ce prestigieux précédent, il s'agissait donc d'apporter quelque chose de nouveau. Nous cherchions comment présenter un extrait, un condensé d'une scène créative aussi complexe, riche et immense. Nous avons donc décidé de nous consacrer à une génération particulière d'artistes d'où le titre de l'exposition. Nous avons souhaité mettre en avant une génération née essentiellement dans les années 80, mais incluant également, pour certains artistes, ceux nés dans la seconde moitié des années 70 ou au début des années 90. Nous nous sommes focalisés sur la génération née pendant l'ère des réformes et de l'ouverture en Chine.

Ensuite, nous nous sommes dit qu'avec une situation internationale très compliquée au moment de la crise de la Covid en 2019



jusqu'à début 2023, il y avait eu une période importante, au cours de ces années écoulées, durant laquelle ce qui se passait en Chine sur la scène artistique était resté pour l'essentiel à l'intérieur des frontières de ce pays à cause du confinement, ou alors simplement diffusé sur Internet. Seul un public restreint avait eu l'expérience physique des œuvres, de visiter les expositions et de rencontrer les artistes en personne. Ces derniers, hormis ceux qui se trouvaient à ce moment-là à l'étranger, avaient assez peu voyagé. Certains étaient restés en dehors de leur pays pendant très longtemps et n'avaient donc pas pu revenir en Chine et y montrer leur travail.

Nous avons trouvé qu'il y avait là quelque chose d'intéressant : une forme de rattrapage, qui marquerait des retrouvailles entre ces artistes et le public. Et puis, cela s'inscrivait dans la temporalité du partenariat avec le West Bund Museum Project à Shanghai, lancé fin 2019 dont la première phase de cinq ans s'achève dans deux semaines.

Je saisis l'occasion de rappeler que ce partenariat est reconduit pour cinq ans jusqu'à la fin 2029. Donc, l'exposition « Chine, une nouvelle génération d'artistes » a aussi cette ambition de récapituler tout un travail de recherches autour de ce que l'on appelle la scène émergente chinoise.

Si je devais résumer l'idée sur laquelle repose cette exposition, c'est une volonté de se concentrer sur une génération, sur une période très récente, et d'essayer de refléter dans la mesure du possible, les fruits du partenariat au cours des cinq années écoulées avec le West Bund Museum Project. Encore une fois, tout ça dans la perspective d'un historique des expositions sur le même thème.

C'est cela qui est intéressant dans ce projet, c'est que l'on dresse une sorte d'état des lieux, dans les limites du projet en termes du nombre d'artistes, 21 au total, et de la cinquantaine d'œuvres exposées.

Même si l'exposition s'avère plus modeste que la précédente, je pense que nous offrons au public un concentré de l'art contemporain et de ses artistes en Chine, dans sa plus récente actualité, avec tout ce qu'elle a de plus vif et stimulant.

Il y a 20 ans, une cinquantaine d'artistes chinois étaient exposés ; aujourd'hui, il n'y en a plus que 21. Quelle en est la raison ? Comment s'est fait le choix des artistes ? C'est vous-mêmes qui les avez choisis, ou les autorités chinoises, celles du

musée à Shanghai, ont eu leur mot à dire ? Des artistes chinois ont-ils été écartés ?

C'est vrai que par rapport à « Alors, la Chine ? » le projet peut paraître moins ambitieux. Je pense que cela tient au fait qu'à l'époque, il s'agissait d'une première, donc il y avait une énergie et une ambition considérables qui s'exprimaient. C'était l'élan des premières amours, si je puis dire. L'exposition actuelle a été compliquée à monter d'un point de vue pratique à cause de la pandémie, ce qui a constitué un facteur nous poussant à nous orienter vers une approche plus simple. On ne savait pas à l'époque exactement quand nous serions tirés d'affaire et quand les différentes restrictions seraient levées.

Cela nous a donc amenés à être réalistes et prudents, à ne pas nous lancer dans quelque chose de trop compliqué. Il y a également, bien sûr, des questions de financement : monter une exposition d'art contemporain en 2003-2004, c'était déjà cher, mais en 2024, c'est beaucoup plus coûteux, surtout avec les perturbations du transport international qui ont eu lieu pendant et après la pandémie.

En ce qui concerne la sélection des œuvres et le concept de l'exposition, je le précise une nouvelle fois, il s'agit d'une exposition qui se tient dans le cadre du partenariat que nous avons avec le West Bund Museum. Nous avons travaillé à trois, avec Philippe Bettinelli que j'ai déjà cité et Youyou Gu, responsable du département des expositions au West Bund Museum. Dès le début, nous avons posé un cadre et défini les lignes de ce que nous souhaitions faire. Chacun d'entre nous a constitué des listes d'artistes et on a commencé par rassembler et confronter nos différentes priorités. C'est amusant, car en partant d'un top 5, nous étions tous d'accord sur les artistes qui devaient absolument être exposés. Nous étions aussi limités par la superficie de l'espace d'exposition qui nous contraignait à ne pas aller au-delà d'une vingtaine d'artistes, pour garantir un certain niveau d'ambition aux œuvres.

Concernant le choix des œuvres, on connaît bien les problématiques de censure des œuvres en Chine et dans le cadre du partenariat, les choses sont très claires. Il nous arrive régulièrement que des œuvres qui figurent dans les expositions que nous préparons depuis Paris soient refusées par l'Administration de la culture en Chine. Mais ça ne concerne généralement qu'une ou deux œuvres sur un projet et qu'on peut, dans la plupart des cas, remplacer, et dont le refus était parfois anticipé. Parfois c'est moins

prévisible. En ce qui concerne Shanghai, il est très clair qu'il y a une juridiction de cette administration de la culture, à laquelle on ne peut pas s'opposer, et cela fait partie des règles que nous acceptons. Et à l'usage, nous considérons que ça ne nous empêche pas de travailler parce que c'est vraiment marginal.

En ce qui concerne l'exposition à Paris, les choses sont également très claires : il n'y a pas eu d'ingérence chinoise dans ce projet. Nous avons considéré qu'une fois le cadre défini conjointement, les choix des commissaires devaient être respectés. Sauf si, pour des raisons, éventuellement techniques ou de coût, une œuvre d'art ne pouvait pas intégrer l'exposition, par exemple parce que sa maintenance était trop complexe, ou parce qu'elle était trop chère à transporter. Pour le reste, il y a bien sûr eu des discussions, parfois tendues, à plusieurs stades du projet.

Étant donné que le West Bund Museum est un musée public, il lui était difficile de se soustraire aux exigences du Bureau de la culture, qui souhaitait connaître le propos de l'exposition, le contenu et la liste des œuvres et parfois les modifier. Des négociations ont eu lieu jusqu'à un stade très avancé de l'exposition et finalement, nous avons décidé de ne rien changer par rapport à nos choix initiaux. Donc il n'y a pas eu de renoncement, de censure ou d'annulation.

Évidemment, nous avons bien pesé nos choix en amont, puisque nous savions que nous travaillions dans le cadre de ce partenariat, que cela aurait été contreproductif d'aller chercher des œuvres ouvertement polémiques. Nous avons essayé d'aborder tous les sujets qui nous semblaient importants même ceux qui pouvaient s'avérer compliqués en termes de possibilités d'expression en Chine.

Je pense que nous avons trouvé une ligne de crête qui nous a permis d'en aborder un certain nombre de façon subtile, respectueuse et sans tomber dans l'écueil d'une politisation directe, même si celle-ci est quelque part inévitable parce que l'on se situe dans le champ de l'art contemporain, et que les artistes réagissent au monde tel qu'il est et tel qu'il va.

Nous avons essayé d'être fidèles aux idées exprimées par ces artistes et de les accompagner dans cette aventure, et de faire en sorte qu'il n'y ait pas de déperdition

entre Shanghai et Paris.

Dans votre premier métier de galeriste, vous avez été en contact assez tôt avec l'art contemporain chinois. Voyez-vous une évolution, et si oui, laquelle ? Je remarque que ces artistes sont très jeunes et n'ont pas la même vision que leurs aînés, qui ont traversé des moments marquants de l'Histoire de leur pays : la Révolution culturelle, l'ouverture de la Chine dans les années 80, puis à nouveau son renfermement après le massacre de la Place Tian'anmen, et maintenant l'expression d'une certaine censure sous l'actuelle direction du Parti Communiste Chinois.

Il y a évidemment des évolutions considérables. Ce qui est très intéressant dans la génération à laquelle nous nous sommes intéressés, c'est que ces artistes sont nés dans une Chine déjà relativement connectée, une connexion qui n'a fait que croître et qui continue sur cette voie, au moins dans une certaine mesure. Ils ont grandi en se sentant déjà partie prenante d'un monde globalisé.

Ce qui me frappe, c'est qu'il y a beaucoup de mobilité chez eux, et c'est une mobilité qui est choisie et qui est, je crois, moins douloureuse que celle des générations précédentes. Pour cette nouvelle jeune génération, c'est quelque chose qui est dans l'ordre naturel d'un parcours. Il y a une bonne partie des artistes nés dans les années 1980 qui a fait ses études à l'étranger, et sur les 21 artistes invités à participer à notre exposition il y en a six qui sont installés en dehors de Chine, même s'ils reviennent en Chine régulièrement pour exposer et produire de nouvelles œuvres.

Si je reviens sur un critère de sélection : fallait-il inviter des artistes de Taïwan, de Hong Kong, de la diaspora ? Nous avons d'emblée fait le choix d'écarter Hong Kong et Taïwan pour ne pas être prisonnier des polémiques qui s'y rattachent. En revanche, ce qui nous a décidé à choisir des artistes qu'on peut considérer comme faisant partie de la diaspora, c'est qu'ils sont restés extrêmement actifs en Chine. Leurs voix portent encore beaucoup en Chine et ils exposent autant en Chine que dans les pays où ils résident.

Pour nous, cela a été un critère déterminant. Cet état de fait témoigne d'un rapport à une globalité, à une communauté qui s'étend au-delà d'un territoire national.

Ce qui me frappe aussi, c'est qu'il y a des



questions récurrentes d'une génération à l'autre, notamment celle de l'urbanisation et de tous les bouleversements qu'elle entraîne. Mais pour les artistes de la génération des années 1980, cette question est envisagée à l'aune des conditions présentes ; il ne s'agit plus seulement de parler des travailleurs migrants, des nouveaux ensembles d'habitation et du déclin des zones rurales comme pouvaient le faire leurs prédécesseurs.

Voilà l'un des aspects nouveaux révélés par cette exposition. Il est passionnant de voir comment ces jeunes artistes, s'intéressent notamment à l'usage des espaces publics en Chine aujourd'hui, avec tous ces systèmes de surveillance, de collecte de données personnelles.

C'est une autre façon d'aborder l'évolution des villes et l'urbanisation. On trouve notamment dans l'exposition des œuvres de Chen Wei, un artiste qui fait essentiellement de la photographie. Il construit des maquettes d'environnements urbains dans lesquelles il pointe toujours une sorte d'absurdité, d'aberration, avec un côté un peu ironique et nostalgique, mais en même temps assez léger. Les photographies de Chen Wei que nous présentons dans l'exposition ont été réalisées pendant la période du Covid et elles pointent des travers en termes de gestion de l'espace public auxquels la population a fait face en Chine avec des restrictions fortes.

Ce sont deux aspects que je retiens particulièrement (la mobilité et l'attention à l'urbanisation et aux espaces publics). Je pense qu'ils sont liés à ce dont je vous ai parlé : ce sentiment de faire partie d'une globalité. Cela signifie que les problèmes qui se posent pour tout le monde concernent aussi, de façon évidente, cette génération. Il est intéressant de constater que les artistes nés dans les années 1980 sont beaucoup plus sensibles, notamment aux enjeux climatiques et environnementaux.

Enfin, il y a un autre trait qui me semble vraiment saillant, c'est le rapport aux nouvelles technologies et la façon dont l'écosystème numérique chinois, qui est si puissant, si particulier et en même temps si uniforme, constitue une idiosyncrasie qui transforme profondément la création.

Il résulte de cet environnement unique, une scène numérique basée sur de nouveaux

médias, à laquelle contribuent les nombreux artistes qui travaillent sur des thèmes liés au développement de l'intelligence artificielle, aux applications de l'écosystème chinois, et à la séparation entre le web chinois et le World Wide Web. Toutes ces questions permettent de reformuler des interrogations qui existaient déjà il y a 20 ou 30 ans, mais dans un contexte de développement technologique très différent, ce qui les rend à nouveau stimulantes.

Peut-on dire que ces jeunes artistes se positionnent comme témoins des transformations de la Chine actuelle, qu'ils sont moins contestataires et moins critiques que leurs aînés ?

Je pense que oui, je souscris partiellement à cette idée. Il y a moins de contestation ouverte ; c'est une génération d'artistes qui porte en elle quelque chose d'assez positif. Beaucoup de ces artistes ont grandi et se sont formés dans des conditions relativement privilégiées et ils en sont conscients. Ils sont aussi conscients des évolutions récentes et des tournants plus problématiques de leur pays.

En effet, on sent assez peu d'amertume et plutôt une forme de distance et une capacité à composer, à s'en tenir aux faits sans faire le saut vers une réflexion politique systématisée qui serait invariablement effacée voire réprimée si elle s'éloignait un tant soit peu de la doxa officielle. Gardons aussi à l'esprit que, dans cet environnement contraint du point de vue idéologique, la Chine a fortement structuré son enseignement artistique et développé un écosystème de l'art contemporain, avec des musées, des galeries et d'autres espaces physiques ou virtuels, aujourd'hui très nombreux pour montrer des œuvres au public.

Finalement, je pense qu'entre les questions de liberté d'expression, de liberté d'exposition, et le développement indéniable des possibilités qui s'offrent aux artistes en termes physiques et de réseau, il y a un équilibre qui se crée, tant bien que mal.

Si vous comparez l'art contemporain français et l'art contemporain chinois aujourd'hui, y a-t-il des différences frappantes ? Quel regard portez-vous à ce sujet ?

Je dirais qu'il y a beaucoup de similitudes. On a volontairement commencé l'exposition

avec des œuvres qui font explicitement référence à une tradition culturelle, artistique ou esthétique, afin d'aborder immédiatement la question du cliché, de l'exotisme, et de la désamorcer autant que possible.

L'exposition débute ainsi avec une œuvre de grand format, un paravent qui fait presque six mètres de long, sur lequel l'artiste Sun Xun, qui vit à Pékin, a fait une magnifique peinture à l'encre de Chine et à la feuille d'or. C'est assez intéressant parce que quand l'on voit cet objet, on est tout de suite transporté en Asie du Nord-Est. Il nous vient immédiatement à l'esprit qu'il s'agit bien d'une exposition sur l'art chinois. Sauf que quand on regarde de plus près, on apprend que le paravent a été commandé à un artisan de Kyoto et que l'artiste n'est pas un peintre mais se présente lui-même comme un réalisateur de films d'animation. En fait, le paravent, est le support d'un grand dessin qui est ensuite animé et dont la finalité est de faire partie d'un film.

J'y vois une volonté de s'inscrire dans une histoire, de se réapproprier une tradition. Il n'y a pas l'ambition de faire table rase du passé. C'est notamment ce qui ressort de l'œuvre qui ouvre l'exposition et aussi de celle qui la clôt. Bien que le parcours ne soit pas strictement délimité, on peut prendre l'exposition par n'importe quel bout, il y a une œuvre qui se trouve à proximité du paravent, qu'on va plutôt découvrir à la fin du parcours et qui est une œuvre numérique. C'est une vidéo d'animation numérique faite par Lu Yang, un artiste qui vit aujourd'hui entre Shanghai et Tokyo. Il travaille sur la philosophie bouddhiste, la notion d'avatar, l'impermanence et les grandes questions métaphysiques liées à la condition humaine.

Il met en évidence une correspondance insoupçonnée, mais qui paraît évidente une fois énoncée, entre certains principes du bouddhisme et les caractéristiques du phénomène numérique : la donnée, le flux, la transformation perpétuelle, l'immatérialité. Ce propos, exprimé par Lu Yang, est extrêmement puissant, et je trouve fascinante dans cette génération, la capacité à avoir un regard aussi large sur l'histoire, sur la culture et sur son époque.

On parle au sujet de l'art contemporain chinois d'un vivier sans fin. La Chine compte 47 artistes classés dans le top 100 des ventes mondiales, et près de la moitié d'entre eux sont de nouveaux noms.

Le marché chinois de l'art contemporain est classé numéro deux au niveau mondial, derrière celui des États-Unis, depuis qu'il est passé devant celui du Royaume-Uni en 2014.

En quoi la perception des œuvres contemporaines chinoises a-t-elle évolué depuis l'époque où elles étaient alors principalement acquises par des étrangers et des diplomates ? Aujourd'hui, la classe moyenne en Chine s'y intéresse, considère-t-on davantage cet art comme un investissement financier ?

Je dirais plutôt que l'intérêt pour l'art contemporain est plus celui des classes supérieures que des classes moyennes, et qu'il reste relativement marginal. Toutefois, la hausse du niveau de vie, du pouvoir d'achat et du niveau d'éducation font que de plus en plus de personnes ont accès à l'art vu comme un produit culturel et de divertissement mais aussi comme un investissement financier.

Le marché s'est énormément développé, et le succès commercial peut venir assez vite pour des artistes ici. Il peut arriver qu'un artiste qui est sorti de l'École des Beaux-Arts il y a trois ou quatre ans bénéficie d'une exposition soit dans un musée, soit dans une galerie et attire l'attention d'un certain nombre de collectionneurs. On observe une forte disparité entre le prix des œuvres sur le premier marché, qui est celui des galeries et sur le second marché, sur lequel opèrent les maisons de ventes aux enchères. Généralement, quand un artiste devient très demandé, une longue liste d'attente se crée, et le prix des œuvres disponibles sur le second marché peut devenir stratosphérique.

L'exposition au Centre Pompidou semble attirer un public plutôt jeune ?

C'était notre pari. On voulait que l'exposition soit l'occasion d'une surprise et d'une découverte, c'est pourquoi on a choisi de présenter des artistes jeunes et des œuvres très récentes. Comme l'œuvre de Lu Yang que j'évoquais précédemment, dans laquelle l'artiste s'est représenté lui-même, sous une forme d'avatar. Il a carrément scanné son corps et opté pour un traitement de film d'animation. Je pense que ce sont des codes qui parlent aux jeunes.

On essaie toujours d'élargir un petit peu les publics. Il existe en France et en Europe un public sensible à la création contemporaine



chinoise. Mais l'idée est aussi de porter la voix de ces artistes vers un nouveau public.

Certaines de ces œuvres resteront-elles au Centre Pompidou ?

Absolument, j'y ai beaucoup tenu et j'ai mis cela en place assez tôt dans la préparation de l'exposition. Il m'a semblé que pour que l'exposition s'inscrive dans la durée et laisse une empreinte, il était nécessaire qu'elle donne lieu à une campagne d'acquisition.

C'est ce qui permet de présenter à nouveau ces œuvres dans d'autres contextes futurs. Je me suis donc mis à la recherche de mécènes et j'ai trouvé une oreille très attentive et bienveillante chez Chanel en Chine, dont la direction a adhéré au projet, en a saisi la portée historique et l'a soutenu en y associant également le Channel Culture Fund qui gère les activités artistiques et de mécénat du groupe au niveau global. Nous avons trouvé là un partenaire très précieux qui a permis de faire des acquisitions qui auraient été hors de portée pour le Centre Pompidou, compte tenu des budgets d'acquisition réguliers qui sont affectés par le Ministère de la Culture.

Cette campagne d'acquisitions est pour moi un aspect essentiel de ce projet, et en définitive ce sont plus de 20 œuvres de l'exposition ou liées à ce projet en termes de génération d'artistes qui vont rejoindre les collections du MNAM. Cela constitue un apport de 17 ou 18 nouveaux artistes par rapport aux 58 qui y sont actuellement représentés, ce qui est très conséquent.

Je garde à l'esprit l'exposition montée en 1933 par le Musée des Écoles étrangères, aujourd'hui Musée du Jeu de Paume, dont le conservateur, André Dezarrois, avait invité l'artiste Xu Beihong, un ancien élève de l'École des Beaux-Arts de Paris, à faire conjointement le commissariat de ce qui serait la première exposition sur la création contemporaine chinoise dans un musée à Paris. Le Musée National d'Art Moderne n'existait pas encore, il n'ouvrira qu'en 1947, puis le Centre Pompidou en 1977.

Pourtant, il y a une continuité : les douze œuvres acquises par l'Etat français en 1933 à l'occasion de l'exposition forment aujourd'hui le socle des collections d'art

chinois moderne au Centre Pompidou. C'est beau de voir qu'avec l'exposition « Chine : une nouvelle génération d'artistes », on inscrit un nouveau chapitre dans cette histoire longue, près d'un siècle plus tard.

Est-ce que le West Bund Museum à Shanghai a le projet d'exposer à son tour des artistes contemporains français ou d'autres nationalités ?

On le fait tout au long de l'année. Dans le cadre de la programmation, nous avons des expositions temporaires où des artistes français sont représentés. Sur le modèle des salles d'exposition permanentes à Paris, le West Bund a une structure de programmation qui comporte ce que nous appelons un « parcours semi-permanent » lequel est renouvelé tous les 18 mois. Ainsi, pendant un an et demi, une sélection de près de 200 œuvres provenant des collections du MNAM, articulée autour d'une thématique accessible au grand public, est présentée à Shanghai.

En ce moment, il s'agit d'un parcours sur le portrait. Il va de 1898 avec un autoportrait de jeunesse de Raoul Dufy et se termine avec des œuvres récentes d'artistes contemporains, dont des artistes français comme Alain Séchas, ou encore de jeunes artistes vivant en France comme Ivan Argote. Plusieurs générations d'artistes sont donc présentées dans cette exposition.

En fait, je dirais que la question de la réciprocité dans ce partenariat avec le West Bund s'est toujours posée sous l'angle suivant : qu'est ce qu'on peut faire pour nos partenaires du point de vue du Centre Pompidou ?

Le cœur du projet est d'abord de montrer les collections du Centre, qui nous sommes en tant qu'institution et comment nous travaillons, dans un sens où au travers de ce partenariat, il y a un flux continu et conséquent d'œuvres, de personnes et d'idées de Paris vers Shanghai.

Et donc la question de la réciprocité se pose par rapport à cela, à savoir ce que nous pouvons offrir à Shanghai, ce que nous pouvons faire en retour pour le partenaire et la scène artistique chinoise, que ce soit au Centre Pompidou ou ailleurs, à Paris ou en France.

Aujourd'hui, nous avons surtout parlé d'un projet lié à la création contemporaine, mais comme on l'a vu en ce qui concerne l'histoire des relations du Centre Pompidou avec la Chine et l'histoire de ses collections, il y a beaucoup d'autres choses à faire sur un temps plus long, à partir d'un continuum entre l'art contemporain aujourd'hui en Chine et tout ce qui s'est passé avant, avec les débuts de la modernité en Chine au début du XX^e siècle.

C'est un sujet vaste et passionnant, qui mérite d'être creusé au travers de prochaines expositions et d'autres projets à venir.



Paul Frèches

Diplômé d'HEC (spécialité économie), a commencé sa carrière professionnelle dans l'audiovisuel (M6) avant de créer FFA, une société spécialisée dans la conception et la production d'événements culturels axés sur la création contemporaine internationale (spectacles, expositions, festivals). Parallèlement à cette activité de producteur et commissaire d'expositions, il fonde et dirige de 2007 à 2014 une galerie d'art contemporain à Paris, la Galerie Paul Frèches qui représente des artistes émergents et établis, européens et asiatiques.

De 2014 à 2019, il est attaché culturel auprès du consulat général de France à Shanghai et met en place de nombreux projets de coopération dans l'ensemble des domaines de la culture et des ICC. En 2020, il rejoint le Centre Pompidou pour piloter le Centre Pompidou x West Bund Museum Project à Shanghai dont il est aujourd'hui le directeur délégué. Il est également le représentant du Centre Pompidou en Chine. Poursuivant son activité de commissaire d'expositions, il prépare une exposition sur la scène contemporaine chinoise qui se tiendra au Centre Pompidou à Paris en 2024 et publie régulièrement des articles dans des catalogues et des revues.



#Innovation #ASEAN

COOPÉRATION RENFORCÉE POUR L'INNOVATION ET LA RÉSILIENCE DU TRAVAIL ASEAN+3

La 13e réunion des ministres du Travail de l'ASEAN Plus Trois (ALMM+3) s'est tenue le 31 octobre 2024 à Singapour, dirigée par le ministre Tan See Leng. Le thème « Renforcer la résilience et promouvoir l'innovation » a mis en avant les défis et les progrès du marché du travail, notamment l'amélioration des conditions de travail et l'impact de la numérisation. **La coopération ASEAN+3, incluant le soutien de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud, a été saluée pour ses initiatives en faveur de la mobilité des compétences et de la protection des travailleurs migrants.** La prochaine réunion aura lieu en 2026 en Thaïlande.

+ d'info : [ASEAN - Thailand MO](#)

#Election #Japon

DÉFAITE HISTORIQUE DU PARTI LIBÉRAL-DÉMOCRATE AUX ÉLECTIONS JAPONAISES

Le 27 octobre, le Parti libéral-démocrate (PLD) du Japon a subi une défaite historique lors des élections à la Chambre basse, marquant la fin de près de 70 ans de domination. **Le PLD, dirigé par le Premier ministre Shigeru Ishiba, a obtenu seulement 215 sièges sur 465, perdant ainsi la majorité nécessaire, même en coalition avec son partenaire Komeito.** Ce revers, amplifié par l'inflation et un scandale de financement, fragilise la position d'Ishiba, qui avait promis des réformes pour regagner la confiance des électeurs. Les résultats pourraient également mener à sa démission et ouvrir la voie à des alternatives comme le Parti démocrate constitutionnel. Cette évolution est perçue comme un progrès pour la démocratie japonaise, mais soulève des préoccupations quant à la stabilité régionale et le rôle du Japon dans l'Indo-Pacifique.

+ d'info : [East Asia Forum](#) - [Le Monde](#) - [CNN](#)

#Défense #Corée du Sud #Corée du Nord

LES ÉTATS-UNIS ET LA CORÉE DU SUD DEMANDENT LE RETRAIT DES TROUPES NORD-CORÉENNES EN RUSSIE

Les chefs de la défense des États-Unis et de la Corée du Sud ont appelé à un retrait des troupes Nord-coréennes déployées en Russie, où environ 10 000 soldats pourraient être utilisés contre les forces ukrainiennes. **La présence de ces troupes soulève des inquiétudes internationales, et le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, a affirmé que si ces soldats engageaient des combats, ils deviendraient des cibles légitimes pour l'Ukraine.** Les soldats nord-coréens reçoivent des uniformes et de l'équipement russes, et des discussions sur un transfert de technologie entre Moscou et Pyongyang pourraient en découler. En parallèle, la Corée du Sud maintient sa politique de non-envoi d'armes dans les zones de conflit. Les États-Unis ont averti que l'engagement des forces Nord-coréennes en Ukraine aurait des conséquences fatales pour elles.

+ d'info : [US Department of Defense](#) - [Le Monde](#) - [France 24](#)

#Dipomatie #Vietnam

PARTENARIAT STRATÉGIQUE GLOBAL ENTRE LA FRANCE ET LE VIETNAM

Le 7 octobre 2024, lors de la visite du Président du PCV To Lam en France, les deux pays ont élevé leur relation bilatérale au niveau de « partenariat stratégique global », faisant de la France le premier pays européen à obtenir ce statut avec le Vietnam. **Ce partenariat, qui est le plus élevé dans la hiérarchie vietnamienne, vise à renforcer la coopération économique dans des domaines tels que l'hydrogène vert, les technologies nucléaires civiles, les câbles sous-marins et les minéraux critiques.** L'innovation et les nouvelles technologies sont également mises en avant. En 2023, la France était le 21e fournisseur et le 24e client du Vietnam, avec plus de 200 entreprises françaises présentes dans le pays.

+ d'info : [Trésor DG](#) - [Ambassade de France au Vietnam](#) - [CVN](#)



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Nicolas Macquin

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet

Édition

Clotilde Paillard



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels et ne représente pas forcément les positions officielles ou les opinions de la Fondation France-Asie, ni de ses entités affiliées, partenaires, fondateurs ou membres. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.